

# L'Amérique a-t-elle dépassé les bornes? L'impact de l'administration Trump sur la relation entre les États-Unis et l'Union européenne

Vincent BRICART

Assistant département de Science politique de l'Université de Liège  
Chercheur à temps plein au sein du CEFIR (Center for International Relations Studies)

## ◆ TABLE DES MATIÈRES ◆

Introduction	525
I. L'Europe occidentale et les États-Unis, une relation résiliente	528
II. Perception, résilience et changements dans une relation entre pays amis	531
III. Approche nationaliste et mercantiliste des relations internationales	532
IV. L'Europe à l'heure de Trump, une attaque en règle des trois bornes	533
V. Trump et les bornes : un président sans précédent ?	540
VI. Projection sévèrement endommagée des États-Unis en Europe	544
VII. Conclusion : l'Amérique a-t-elle dépassé les bornes ?	549



## INTRODUCTION

Ayant exercé ses fonctions de 2017 à début 2021, le 45<sup>e</sup> Président des États-Unis s'est notoirement démarqué de ses prédécesseurs, outre par son approche nationaliste et populiste, par sa volonté d'appliquer une politique étrangère voulue comme étant en rupture avec l'orientation traditionnelle de celle-ci<sup>(1)</sup>. Elle s'est ainsi concrétisée par l'utilisation d'une logique rationnelle visant à maximiser les gains et la position des États-Unis dans leurs relations avec les autres États, qu'ils soient amis ou ennemis. Quitte pour cela à remettre

<sup>(1)</sup> D. TRUMP, «J. Videotaped Remarks to the United Nations General Assembly», in *The American Presidency Project* [en ligne], 22 septembre 2020.

en cause les alliances, traités ou consensus défendus par l'Amérique depuis plusieurs années, voire même depuis plusieurs décennies<sup>(2)</sup>. En Europe occidentale plus qu'ailleurs dans le monde, les médias et les décideurs politiques ont souligné régulièrement au cours de cette période les excès, barrières et lignes rouges que ce Président a franchies afin de mener à bien sa diplomatie extérieure<sup>(3)</sup>. D'aucuns ont ainsi relevé et continuent encore de soutenir les effets et altérations durables que l'administration Trump a eus sur la relation transatlantique<sup>(4)</sup>. Ce phénomène s'est accru avec l'apparition depuis janvier 2021 d'affirmations telles que « America is back »<sup>(5)</sup> venant du nouveau gouvernement américain, et réutilisées par certains dirigeants européens. Ces affirmations soulignant le caractère singulier et inaccoutumé que l'Amérique de Trump a constitué, mais également la volonté de voir la présidence Biden reprendre une approche plus classique de la posture américaine dans les affaires mondiales.

En effet, du point de vue européen, Donald Trump a « dépassé les bornes » sur plusieurs plans. D'une part, la doctrine du 45<sup>e</sup> commandant en chef des États-Unis en relations extérieures a profondément inquiété les Européens tenant des valeurs de l'ordre néo-libéral international. Son dogme principal visant à maximiser les intérêts américains s'est ainsi concrétisé par la promotion d'un unilatéralisme teinté de souverainisme et de nationalisme, rejetant le multilatéralisme, affichant son soutien aux démocraties « illibérales » ainsi qu'aux dirigeants autoritaires, et mettant au second plan les droits de l'homme. Cette doctrine, combinée aux commentaires et décisions prises durant son mandat, a choqué en Europe occidentale par leur rudesse et en raison de la perception d'une cassure avec les situations consensuelles antérieures<sup>(6)</sup>. On peut ainsi citer par exemple le soutien affiché du Président américain au Brexit, son opposition profonde et publique au projet européen, sa remise en cause de la clause d'assistance mutuelle de l'article 5 de l'alliance atlantique, les mesures attaquant et questionnant le bien-fondé des traités multilatéraux tels que le TTIP, les accords de Paris et le « Plan d'action global commun » sur l'Iran, la sortie ou la volonté

(2) J. EDWARDS, « A. Make America Great Again: Donald Trump and Redefining the U.S. Role in the World », *Communication Quarterly*, 2018, vol. 66, n° 2, pp. 176-195.

(3) M. QUENCEZ, « Le “trumpisme” en politique étrangère : vision et pratique », *Politique étrangère*, 2020, vol. Été, n° 2, pp. 73-85 ; R. WIKE *et al.*, « Many of Trump's major policies are unpopular globally », *Pew Research Center's Global Attitudes Project* [en ligne], 7 janvier 2020.

(4) L. NARDON, « Quelle politique étrangère américaine après 2020 ? », *Politique étrangère*, 2020, Vol. Été, n° 2, pp. 87-98. ; M.-F. CHATIN, « Géopolitique – America is back ? », *RFI* [en ligne], 24 septembre 2021.

(5) R. GARVER, « Biden Says “America Is Back” But US Allies Aren't So Sure », *VOA* [en ligne], 20 juin 2021 ; J. GOMEZ, « French President Macron says US is “definitely” back, welcomes Biden to “the club” », *ABC News* [en ligne], 12 juin 2021.

(6) Ch. Ph. DAVID et E. VALLET, *Comment Trump a-t-il changé le monde ? Le recul des relations internationales*, Paris, CNRS éditions, 2020 ; A. DIMITROVA, « The State of the Transatlantic Relationship in the Trump Era », *European issues*, n° 545, Fondation Robert Schuman, 2020, pp. 1-6 ; M. KANDEL, « La politique étrangère de l'administration Trump », *Vie publique.fr* [en ligne], 19 mai 2020.

de retrait des États-Unis d'organisations internationales comme l'OMS et le conseil des droits de l'homme, mais également les messages belliqueux vis-à-vis de pays amis tels que l'Allemagne, à l'opposé des discours de main tendue avec les dirigeants autoritaires de Russie, de Corée du Nord et d'Arabie Saoudite.

Néanmoins, l'administration du 45<sup>e</sup> Président des États-Unis a-t-elle vraiment « dépassé les bornes » ? Si l'on s'en remet aux définitions de l'expression, dépasser les bornes renvoie au fait de franchir des limites, d'aller au-delà du conventionnel, d'outrepasser les points de repère généralement admis/permis/respectés<sup>(7)</sup>. En se basant sur cela, peut-on dès lors considérer que selon les Européens, Trump est allé au-delà de frontières que ses prédécesseurs n'avaient jamais traversées ? Est-ce que toutes les actions controversées entreprises par cette administration sont sans précédent ? Les Européens n'ont-ils pas une perception erronée et biaisée des États-Unis en tant qu'acteur en Europe et sur la scène internationale ? En outre, l'impopularité de Donald Trump en Europe occidentale et le style de communication de celui-ci entraînant une polémique réprobatrice permanente n'ont-ils pas amplifié le sentiment d'un caractère anormal des décisions prises par celui-ci<sup>(8)</sup> ? Comment expliquer ce phénomène ? Et si les bornes ont bel et bien été franchies, quel impact cela a-t-il sur la relation transatlantique ? Il est dès lors important en ce sens de réaliser un examen plus poussé des actions entreprises durant son mandat de 2017 à 2021 avec le recul critique nécessaire.

Afin de répondre à ces interrogations, la question est donc, avant toute chose, de définir ce qui relève du conventionnel ou du point de repère pour les Européens dans les rapports entre les États-Unis et l'Union européenne. Ces points de liaisons seront décrits comme étant les bornes de la relation transatlantique. Pour cela, un bref retour sur l'historique de cette dernière sera réalisé. Par la suite, une analyse des perceptions et du rôle qu'elles peuvent jouer sur la vision des acteurs sera développée. Cette étude se penchera sur la doctrine de politique étrangère de Donald Trump dans l'optique d'en comprendre les grandes lignes et de permettre d'aborder subséquemment les décisions majeures prises par celui-ci affectant principalement l'Europe. Ensuite, une contextualisation sera réalisée avec d'autres Présidents américains pour mettre en évidence ce qui constitue une décision sans précédent et relativiser d'un point de vue historique et factuel l'action internationale américaine de la période 2017-2021. Enfin grâce à des études d'opinion, il sera vu l'évolution de la perception des Européens vis-à-vis des États-Unis et des Présidents américains, avant, pendant,

<sup>(7)</sup> Larousse, Éditions, « Définitions: borne, bornes », in *Dictionnaire de français Larousse* [en ligne].

<sup>(8)</sup> A. TAYLOR, « After historic unpopularity of Trump in Western Europe, new poll suggests broad approval of Biden » *Washington Post* [en ligne], 19 janvier 2021 ; R. WIKÉ *et al.*, « Trump Ratings Remain Low Around Globe, While Views of U.S. Stay Mostly Favorable », *Pew Research Center's Global Attitudes Project* [en ligne], 8 janvier 2020.

et après l'administration Trump afin de refléter l'impact de celle-ci sur la relation transatlantique.

L'objectif de l'analyse sera de mettre en perspective les dynamiques de Donald Trump et de les confronter à l'image qu'en ont les Européens afin de démontrer que, alors que l'impression générale des Européens tend à concevoir l'administration Trump comme ayant été en rupture avec l'approche traditionnelle de l'Amérique ou ayant été au-delà de ce que ses prédécesseurs avaient déjà accompli, la réalité des faits prouve que, si plusieurs points clés de celui-ci ont été en décalage avec des pratiques passées, dans bien d'autres domaines, il n'est pas le premier dirigeant américain à avoir réalisé ce type de politiques. Il est avancé à terme que la popularité et la confiance globale des Européens vis-à-vis d'un Président américain impactent considérablement le poids et la valeur que ceux-ci imputent aux mesures de celui-ci, au point d'en amplifier la portée, sans pour autant remettre en cause la résilience de la relation.

## I. L'EUROPE OCCIDENTALE ET LES ÉTATS-UNIS, UNE RELATION RÉSILIENTE

La relation transatlantique entre l'Europe occidentale et les États-Unis, puis entre le projet européen et les États-Unis a représenté un des piliers fondateurs de la stabilité politique et de la sécurité régionale européenne depuis près de huit décennies<sup>(9)</sup>, bien qu'elle constitue également un élément limitant en parallèle l'autonomie européenne. Durant de nombreuses années et jusqu'à très récemment encore, peu de gouvernants européens ont remis sérieusement en question la nécessité d'une coopération transatlantique robuste et d'un renforcement des liens interrégionaux entre l'Union européenne et les États-Unis<sup>(10)</sup>, et ce en dépit d'un désintérêt stratégique croissant des Américains pour l'Union européenne depuis la fin de l'ère bipolaire. En outre, malgré des tensions politiques fréquentes, des divergences d'intérêts, des dissonances de valeurs (peine de mort ou IVG) ou des crises diplomatiques, les relations américano-européennes ont toujours fait preuve d'une résilience importante depuis l'après Seconde Guerre mondiale. Que ce soit au travers du prisme bilatéral d'État à État, au sein de l'Organisation du traité de l'Atlantique Nord (OTAN), ou via le dialogue interrégional Union européenne – États-Unis<sup>(11)</sup>.

Cette résilience s'explique par les fondements mêmes de cette coopération. Celle-ci s'est construite et institutionnalisée à l'origine sur les sujets d'intérêts et les idéaux partagés des deux côtés de l'Atlantique ainsi que sur la base d'objectifs internationaux communs. Ces intérêts se sont structurés autour de

<sup>(9)</sup> J. M. HANHIMÄKI, B. ZANCHETTA et B. SCHOENBORN, *Transatlantic relations since 1945: an introduction*, New York, Routledge, 2012.

<sup>(10)</sup> S. KEUKELEIRE et T. DELREUX, *The Foreign Policy of the European Union*, 3<sup>rd</sup> édition, London, New York, Bloomsbury Academic, 2022.

<sup>(11)</sup> J. M. HANHIMÄKI *et al.*, *op. cit.*

leur collaboration sécuritaire et de leurs liens économique-commercial marqués par une dépendance réciproque<sup>(12)</sup>. En outre, de par leur histoire commune, la société états-unienne est en grande partie issue de la civilisation européenne, tandis que l'Europe a été profondément influencée, depuis 1945, par la culture américaine. Ainsi, en matière de caractéristiques et de valeurs partagées ou adhérees de part et d'autre de l'Atlantique, la démocratie, l'État de droit et l'économie de marché fondé sur le libre-échange ont été avancés comme étant centraux dans les discours politiques et les narratifs idéologiques des dirigeants américains ou européens lorsque ceux-ci ont dû décrire la relation transatlantique. Les raisons sont dès lors tant économiques, que politiques et culturelles pour expliquer pourquoi la coopération entre eux a été historiquement facilitée<sup>(13)</sup>.

C'est d'ailleurs sur la base de ces valeurs et intérêts mutuels que, au travers de leur pouvoir structurel, les États-Unis ont défini les principales organisations internationales comme l'ONU, le FMI et l'OMC auxquelles les démocraties européennes ont adhéré. Le processus de régionalisme économique et d'intégration européenne a été, dans une large mesure, la conséquence lui aussi de cette volonté américaine. Dès lors, durant la période bipolaire et au-delà même de celle-ci, l'expansion du projet européen a été un objectif continu de la politique étrangère américaine<sup>(14)</sup>. Par ailleurs depuis le début des années 2000, l'UE a progressivement gagné en importance en matière de coopération interrégionale transatlantique. Aujourd'hui sur presque tous les domaines non militaires, l'UE est devenue un partenaire majeur dans cette relation<sup>(15)</sup>.

Pourtant, les désaccords et oppositions entre eux ont toujours été communs. Ainsi l'UE et une partie de ses États ont régulièrement manifesté une frustration importante face aux décisions unilatérales américaines sur la scène internationale. Depuis 1990, ils ont en outre été fréquemment en désaccord avec les États-Unis sur certaines questions sécuritaires et commerciales, sur le changement climatique, la sécurité énergétique, l'alimentation ou encore sur le libre marché<sup>(16)</sup>. Les deux acteurs ont par ailleurs développé des approches différentes vis-à-vis du multilatéralisme et du régionalisme<sup>(17)</sup>. Du côté américain, depuis la fin de l'ère Clinton, l'ensemble des administrations ont exprimé publiquement leur déception quant à la capacité et la volonté de l'Europe à réaliser les principales priorités de la politique étrangère américaine. Ces priori-

(12) T. OLIVER, « Introduction », in *New Challenges, New Voices: Next Generation Viewpoints on Transatlantic Relations*, LSE IDEAS, 2016. pp. 2-4.

(13) S. KEUKELEIRE et T. DELREUX, *op. cit.*

(14) S. KEUKELEIRE et T. DELREUX, *op. cit.*

(15) J. PETERSON, « Structure, agency and transatlantic relations in the Trump era », *Journal of European Integration*, 2018, vol. 40, n° 5, pp. 637-652.

(16) M. RIDDERVOLD et A. NEWSOME, « Transatlantic relations in times of uncertainty: crises and EU-US relations », *Journal of European Integration*, 2018, vol. 40, n° 5, pp. 505-521.

(17) S. SANTANDER, *Le régionalisme sud-américain, l'Union européenne et les États-Unis*, Bruxelles, Éditions de l'Université de Bruxelles, 2008 ; J. M. HANHIMÄKI *et al.*, *op. cit.*

tés sont l'augmentation de l'investissement sécuritaire, la diminution du déficit commercial et l'alignement sur la stratégie américaine de compétition vis-à-vis des puissances rivales que sont la Chine et la Russie<sup>(18)</sup>. Par ailleurs, les États-Unis ont souvent été tentés de structurer leurs relations avec l'Europe sous la forme d'une série de dialogues bilatéraux avec certains États membres selon une manœuvre de Hub and Spoke dans des domaines peu intégrés dans les compétences de l'UE, divisant dès lors les Européens<sup>(19)</sup>. Néanmoins, malgré ces dissensions et crises dans leurs échanges réciproques, ces derniers semblent s'être déroulés avec une certaine continuité et résilience, en raison de leurs intérêts et valeurs convergentes, et de la dépendance ou proximité de nombreux États européens vis-à-vis des États-Unis.

Au vu de ce qui vient d'être développé, cette analyse part du constat que la relation transatlantique s'articule autour de trois axes qui représentent les bornes de cette relation. Par bornes, l'étude regroupe les socles d'intérêts et d'idéaux partagés sur lesquels l'Europe et les États-Unis ont organisé leurs échanges et sur lesquels ils sont résilients. D'une part, l'alliance atlantique et la coopération sécuritaire qui en découle correspondent à la première borne de référence, avec notamment une importance cruciale accordée à l'appareil militaire américain en Europe pour la défense de celle-ci. Elle sera donc nommée, la *borne atlantique*. D'autre part, le narratif politique sur le partage et le respect de valeurs communes telles que l'État de droit, la démocratie, les droits de l'homme et la libéralisation des échanges constituent la seconde borne de référence dans la relation transatlantique. Il s'agit de la *borne idéologique*. Enfin l'adhésion à l'ordre international libéral, c'est-à-dire aux institutions multilatérales et à la gouvernance mondiale permettant de réguler par le droit ou de manière institutionnalisée les relations entre États<sup>(20)</sup>, correspond à la dernière borne de référence entre les pays européens et les États-Unis. Elle peut donc être décrite comme la *borne «ordre international fondé sur les règles (OIFR)»*. Ces bornes ne sont cependant pas imperméables les unes aux autres. Ainsi, être une démocratie libérale inscrivant les droits de l'homme dans sa constitution peut être considéré comme un idéal essentiel et commun aux membres de l'alliance atlantique, bien qu'à géométrie variable. De même, cette dernière est elle-même représentée comme faisant partie des différentes structures de l'ordre international libéral. Enfin, s'attacher à cet ordre exprime en soi une adhésion idéologique, d'autant plus que celui-ci s'est créé sur la base de valeurs propres à la borne idéologique.

(18) J. M. HANHIMÄKI *et al.*, *op. cit.*

(19) S. SANTANDER, *op. cit.*

(20) A. SCHU, «Donald Trump : déconstructeur-en-chef de "l'ordre libéral international" ? », *Politique américaine* [en ligne], janvier 2022, vol. 37, n° 2, pp. 17-38.

## II. PERCEPTION, RÉSILIENCE ET CHANGEMENTS DANS UNE RELATION ENTRE PAYS AMIS

Selon les théories analysant le rôle des perceptions dans les relations internationales, celles-ci s'inspirant de la psychologie sociale, chaque individu dispose d'un système préétabli de croyances conditionnant sa vision du monde et influençant son processus décisionnel. Ce, afin qu'il puisse structurer et comprendre rationnellement l'environnement global qui l'entoure et agir en conséquence. Ce mécanisme le prédispose à s'attendre à certains faits et attitudes de la part d'un autre État envers lequel il a fondé une série de certitudes. Cela signifie que lorsqu'un individu développe une image claire d'un autre pays et que celle-ci est bien intégrée dans son système de croyances, il se montre très résilient dans ses certitudes même s'il fait face à de grandes quantités d'informations divergentes. Il a ainsi tendance à voir certaines conduites inhabituelles d'un autre pays ou du dirigeant de ce pays comme l'exception, et ne remet dès lors pas directement en cause la perception traditionnelle vis-à-vis de celui-ci, se contentant dans un premier temps d'attendre qu'il réadopte une attitude normale selon sa vision et de marginaliser, voire d'ignorer les agissements irréguliers<sup>(21)</sup>.

Néanmoins, si l'individu est contraint, face à la quantité croissante d'actions opposées à sa vision, d'admettre que le comportement du pays tiers ne correspond plus entièrement à son système de croyances, il fera d'abord évoluer sa représentation de l'autre à la périphérie, en modifiant les croyances qui sont les moins importantes. Ce, tout en progressant ainsi jusqu'à ce qu'il soit obligé, au vu des preuves existantes, de sacrifier certains points de vue. Il faut donc du temps pour qu'une conception des choses se modifie. Dès lors, le système de croyance d'un individu se montre extrêmement résilient et n'est remis en cause que lorsqu'il n'y a pas moyen de faire autrement en raison du trop grand nombre d'informations contredisant sa représentation de l'autre<sup>(22)</sup>.

Le rôle des perceptions est d'autant plus important lorsqu'il s'agit de pays alliés ou coopérants de manière intense diplomatiquement et sécuritairement. En effet, d'aucuns peuvent imaginer qu'une alliance, notamment entre pays démocratiques, entraîne des échanges et une représentation assez correcte de l'un et l'autre. Pourtant si ces pays communiquent davantage entre eux qu'avec d'autres, ils sont souvent inclinés à surestimer leur degré de compréhension mutuelle. En outre, les narratifs politiques entourant ce genre de coopération ont tendance à exagérer la proximité et les valeurs communes des pays partenaires, avec pour conséquence, de fréquentes surprises, déceptions ou inat-

(21) R. JERVIS, *Perception and misperception in international politics*, New edition, Princeton, New Jersey, Princeton University Press, 2017.

(22) *Ibid.*

tentions face à l'action ou la décision d'un État que l'on pense connaître dans certaines situations<sup>(23)</sup>.

Dans le cadre de la relation entre les États-Unis et l'Europe, l'analyse part du postulat que les trois bornes (atlantique, idéologique, OIFR) constituent le système préétabli de croyance des Européens vis-à-vis de la relation transatlantique. La remise en question d'une de ces trois bornes par le partenaire américain irait dès lors à l'encontre de la représentation européenne des USA et entraînerait un sentiment d'anormalité en Europe. Il y a ainsi la possibilité, si celle-ci s'inscrit dans la durée, d'avoir pour conséquence la modification périphérique du système de croyances et de l'attitude des Européens, tout en se montrant dans ses fondamentaux profondément résilients.

### III. APPROCHE NATIONALISTE ET MÉRCANTILISTE DES RELATIONS INTERNATIONALES

La politique étrangère américaine durant la présidence Trump s'est articulée sur deux axes principaux. D'une part, la mise en place de la compétition stratégique, autrement appelée rivalité systémique, avec la Chine a considérablement influencé cette administration. En effet, c'est sur cette base que les grandes décisions de ce gouvernement ont été initiées. Parmi celles-ci, on a pu retrouver la consolidation du « pivot asiatique » au détriment de l'Europe, la revigoration de la coopération avec les pays membres du dialogue quadrilatéral pour la sécurité (Quad), le désengagement du Moyen-Orient au profit de théâtres d'action différents et le lancement d'une guerre tarifaire et commerciale avec la Chine<sup>(24)</sup>. D'autre part, le rejet de la gouvernance, du multilatéralisme, des instances intergouvernementales et de toute forme d'internationalisme libéral pour leur préférer le nationalisme et l'unilatéralisme, a été l'un des grands éléments structurant la doctrine de cette présidence. En effet, pour l'administration Trump, les États-Unis n'étaient plus les gagnants de ce système car il avait favorisé la montée en puissance de concurrents comme la Chine, mais également l'Union européenne<sup>(25)</sup>.

Ces deux éléments ont été par ailleurs mis en place parallèlement à une vision réaliste et mercantiliste des relations internationales, évaluant les rapports avec les autres États selon un calcul de coût-bénéfice qui ne faisait pas de distinction entre les alliés et les adversaires<sup>(26)</sup>. Pour le Trumpisme, la puissance de l'Amérique venait en effet de sa force matérielle, aussi l'objectif de la

<sup>(23)</sup> R. JERVIS, « Alliances, Perceptions, and Current Frictions: Robert Jervis », in *Perceptions and Policy in Transatlantic Relations*, Routledge, 2009, pp. 5-25.

<sup>(24)</sup> M. KANDEL, « La doctrine Trump », *Le Grand Continent* [en ligne], 23 octobre 2020.

<sup>(25)</sup> A. SCHU, *op. cit.*

<sup>(26)</sup> S. JANSEN, « Les États-Unis de Donald Trump : "America First" et hégémonie décomplexée », *Vie publique.fr* [en ligne], 3 septembre 2019 [consulté le 21 septembre 2021].



politique extérieure de celle-ci visait à maximiser les gains et la prospérité américaine en vertu de critères économiques, souvent subjectifs, au détriment des avantages stratégiques ou idéologiques<sup>(27)</sup>. Il n'y avait donc pas lieu, en suivant cette doctrine, de mener des guerres à l'étranger pour édifier des États selon des modèles démocratiques respectant les droits de l'homme, d'intervenir dans un conflit lorsque les intérêts américains à l'intérieur des frontières nationales n'étaient pas menacés directement, ou de tenir compte des anciennes amitiés ou rivalités. Seule la prospérité américaine, le « nation-building at home », était prise en considération<sup>(28)</sup>.

Cette volonté de renforcer les bénéfices américains se focalisait sur la résolution de deux types de situations dans lesquelles les États-Unis auraient été désavantagés selon la vision de Donald Trump, les déficits commerciaux et le coût des alliances. Cela s'est concrétisé sur le plan économique par l'utilisation de politiques agressives vis-à-vis de la Chine et de l'Union européenne, ainsi que par une renégociation des traités de libre-échange tels que l'ALENA<sup>(29)</sup>. Sur le plan stratégique, le coût des alliances a été mis en exergue, tant avec les membres de l'OTAN qu'avec certains pays d'Asie, en soulignant leur caractère obsolète et inégal dans la répartition des dépenses en matière de défense mutuelle<sup>(30)</sup>.

En outre, plusieurs décisions ont été motivées par des raisons internes et électoralistes. Par exemple, les politiques pro-Israël justifiaient leur existence notamment par le soutien affiché des chrétiens-évangélistes à celles-ci. Le durcissement de mesures contre Cuba était établi afin de satisfaire l'électorat latino-cubain, notamment de Floride. L'augmentation des taxes à l'importation se faisait en faveur des États producteurs du pays, en majorité pro-Trump. Et finalement, le revirement vis-à-vis de l'Iran avait pour objectif de contenter les électeurs conservateurs, opposés à tout rapprochement avec cet État. Ainsi, la politique étrangère de Trump était également une stratégie électorale<sup>(31)</sup>.

#### IV. L'EUROPE À L'HEURE DE TRUMP, UNE ATTAQUE EN RÈGLE DES TROIS BORNES

Après avoir développé les lignes directrices de l'administration Trump, cette section de l'analyse entreprend de montrer comment celles-ci ont été

<sup>(27)</sup> A. SCHU, *op. cit.*

<sup>(28)</sup> J. A. EDWARDS, *op. cit.*

<sup>(29)</sup> D. LAWDER, « Analysis: Trump changed how the U.S. trades – not necessarily as intended », *Reuters* [en ligne], 2 novembre 2020 ; J.-B. VELUT, « Le “choc de Trump” et la Chine: leçons du protectionnisme trumpien », *Politique américaine*, 2022, vol. 37, n° 2, pp. 111-132.

<sup>(30)</sup> M. KANDEL, « Les États-Unis et l'Alliance atlantique », *Politique américaine*, 2019, vol. 33, n° 2, pp. 23-42.

<sup>(31)</sup> M. QUENCEZ, *op. cit.* ; J.-B. VELUT, *op. cit.*

appliquées vis-à-vis de l'Europe et comment elles ont constitué une attaque des trois bornes structurant la relation.

Tout d'abord, la borne atlantique a connu durant quatre années une forte période d'incertitude en raison des propos de Trump. En effet, tout au long de son mandat, Donald Trump a sévèrement critiqué l'alliance atlantique<sup>(32)</sup>. De nombreuses remarques et décisions ont inquiété voire choqué certains membres de l'organisation en Europe. Entre les attaques verbales violentes contre les partenaires historiques, notamment l'Allemagne, ou les interrogations publiques du chef de l'État sur l'utilité pour les États-Unis d'être partie prenante d'une association militaire pouvant les contraindre à entrer en guerre pour protéger le Monténégro<sup>(33)</sup>, Donald Trump n'a pas caché sa désapprobation personnelle pour l'alliance. En outre, pour la première fois, un Président américain a qualifié celle-ci d'obsolète et a sous-entendu que l'article 5 sur l'assistance mutuelle, point central de l'organisation, pourrait être conditionné par le respect des 2 % du PIB en défense militaire, remettant ainsi en question 70 années de structure sécuritaire en Europe<sup>(34)</sup>. Enfin, la décision unilatérale, en juillet 2020, de retirer d'Allemagne 9.500 à 12.000 hommes, en raison des faibles dépenses allemandes en matière militaire, a constitué la phase culminante de cette politique<sup>(35)</sup>.

Plusieurs éléments sont cependant venus tempérer les propos de Donald Trump, à commencer par le déploiement, sous son mandat, de davantage de troupes en Pologne et dans les pays baltes<sup>(36)</sup>. Premièrement, le vote d'une loi au Sénat américain a interdit au Président de sortir les États-Unis de l'OTAN sans l'aval de cette même assemblée<sup>(37)</sup>. Deuxièmement, les documents officiels de l'administration ont indiqué la place centrale de l'alliance dans la stratégie de Hard Power américaine. Troisièmement, les propos de Donald Trump se sont contredits eux-mêmes<sup>(38)</sup>.

Parallèlement à cette critique de l'alliance atlantique, un sujet d'inquiétude pour les Européens qui a fragilisé la borne atlantique a été la volonté de Donald Trump de se rapprocher de la Russie de Vladimir Poutine alors que

<sup>(32)</sup> M. KANDEL, « Les États-Unis et l'Alliance atlantique », *op. cit.*

<sup>(33)</sup> J. BARNES et H. COOPER, « Trump Discussed Pulling U.S. From NATO, Aides Say Amid New Concerns Over Russia », *The New York Times* [en ligne], 15 janvier 2019 ; Fox News, « Trump: I'm not pro-Russia, I just want our country safe », *Fox News* [en ligne], 18 juillet 2018.

<sup>(34)</sup> J. DIAMOND, « Trump scolds NATO allies over defense spending », *CNNPolitics* [en ligne], 25 mai.

<sup>(35)</sup> BBC News, « US to withdraw 12,000 troops from Germany in "strategic" move », *BBC News* [en ligne], 29 juillet 2020.

<sup>(36)</sup> A. FEICKERT, K. J. MCINNIS et D. E. MIX, « U.S. Military Presence in Poland », *Congressional Research Service (CRS)*, 2020, pp. 1-3.

<sup>(37)</sup> H.R.676 – 116th Congress (2019-2020), « NATO Support Act », in *Congress.gov* [en ligne], 23 janvier 2019.

<sup>(38)</sup> J. PRAMUK, « Trump endorses NATO's mutual defense pact in Poland, after failing to do so on first Europe trip », *CNBC* [en ligne], 6 juillet 2017.

l'un des objectifs, toujours actuel, de l'organisation est justement de rassurer les pays membres vis-à-vis de cette puissance voisine. En effet, le Président américain n'a jamais caché son admiration pour son homologue russe<sup>(39)</sup>. Le chef de l'État est même allé jusqu'à mettre en doute en 2018 la parole de ses alliés et de ses propres services de renseignements quant à l'immixtion de la Russie dans le processus électoral américain de 2016 ou quant à la responsabilité de cette dernière dans l'assassinat d'un ex-espion russe sur le sol britannique en 2018<sup>(40)</sup>. Néanmoins, malgré ce discours d'ouverture vers la Russie, le Congrès américain a une nouvelle fois contraint Donald Trump à renforcer les sanctions contre celle-ci<sup>(41)</sup>. Cette dualité entre les déclarations du Président et les décisions du Congrès a provoqué de l'inquiétude et de l'appréhension dans le chef des partenaires européens car elle a conforté l'idée que cette administration était imprévisible<sup>(42)</sup>.

Du côté des États européens, dès l'élection de Trump, ceux-ci ont accélééré l'augmentation de la part de leur budget annuel consacré aux dépenses militaires pour se rapprocher des 2 % du PIB<sup>(43)</sup>. Parallèlement, l'arrivée de celui-ci a entraîné un renouvellement des réflexions au sein de l'Union européenne concernant l'« autonomie stratégique ». L'UE a ainsi entrepris de devenir plus unifiée face aux menaces et défis communs. Avec, notamment, pour objectif affiché de réduire sa dépendance à l'égard de l'OTAN et des États-Unis dans les domaines de la sécurité, de la défense, mais surtout dans l'orientation de sa politique étrangère<sup>(44)</sup>. Si la plupart des États européens comptent toujours sur les États-Unis comme principale garantie dans ces domaines, comme la guerre en Ukraine de 2022 l'a amplement démontré, l'UE a cependant manifesté durant cette période une volonté croissante de se démarquer de l'Amérique là où celle-ci avait des intérêts divergents avec ceux des Européens, rompant ainsi avec plusieurs tabous en place depuis 70 ans<sup>(45)</sup>.

(39) Q. FORGEY, « Trump: I could have 'very good relationship' with Putin », *POLITICO* [en ligne], 3 avril 2018.

(40) BBC News, « Trump sides with Russia against FBI at Helsinki summit », *BBC News* [en ligne], 16 juillet 2018 ; D. E. SANGER, « Trump Still Defers to Putin, Even as He Dismisses U.S. Intelligence and the Allies », *The New York Times* [en ligne], 31 juillet 2020.

(41) M. CROWLEY, « Trump signs Russia sanctions bill he opposed », *POLITICO* [en ligne], 29 juillet 2017.

(42) M. KANDEL, « La doctrine Trump », *op. cit.* ; M. LEE, « Trump's two Russias confound coherent US policy », *AP NEWS* [en ligne], 1<sup>er</sup> juillet 2020.

(43) E. OKUN, « NATO chief thanks Trump for leadership on military spending », *POLITICO* [en ligne], 17 mai 2018.

(44) M. THIEL, « Indispensable, interdependent, or independent? A critical analysis of transatlantic relations », in *The Routledge Handbook of Critical European Studies*, Routledge, 2020, pp. 450-462 ; S. KEUKELEIRE et T. DELREUX, *op. cit.*

(45) J. HOWORTH, « Strategic autonomy and EU-NATO cooperation: threat or opportunity for transatlantic defence relations? », *Journal of European Integration*, 2018, vol. 40, n° 5, pp. 523-537. ; S. KEUKELEIRE, « European Security and Defence Policy: from Taboo to a Spearhead of EU Foreign Policy? », in *The Foreign Policy of the European Union: Assessing Europe's Role in the World*, Brookings Institution Press, Washington, 2009, pp. 51-72.

Outre la borne atlantique, Donald Trump a également remis en cause la borne « ordre international fondé sur des règles » de deux manières.

Premièrement, l'approche de Donald Trump s'est montrée durant quatre années profondément anti-Union européenne, se distanciant dès lors de plus de 70 ans de politique américaine considérant que l'évolution, l'intégration et l'élargissement du projet européen renforcerait à terme les intérêts économiques et sécuritaires américains. En effet, nombreuses ont été les interventions où le chef de l'État a publiquement critiqué l'Union européenne et a qualifié celle-ci de puissance concurrente, croissant aux dépens des États-Unis, ou d'ennemis des USA sur le plan commercial, mettant celle-ci sur le même banc que la Russie ou la Chine<sup>(46)</sup>.

L'antipathie de l'ancien Président américain pour l'Union européenne s'explique en deux points. D'une part, l'intégration européenne représente pour les nationaux-conservateurs américains, dont lui et une partie de son gouvernement se sont fait les porte-parole, l'antithèse du souverainisme et du nationalisme car ceux-ci n'accordent de légitimité qu'aux droits issus de la Constitution américaine. L'UE est ainsi dépeinte sur le plan doctrinal comme un projet idéologique concurrent faisant partie de l'ordre international libéral vis-à-vis duquel ils sont profondément en opposition<sup>(47)</sup>. D'autre part, Donald Trump a envisagé l'Union principalement sur le volet économique, et a donc choisi de ne voir celle-ci qu'à travers le déficit commercial que les États-Unis avaient avec l'Europe, l'Allemagne au premier plan, sans considération pour les avantages stratégiques ou pour la solidarité démocratique<sup>(48)</sup>. En pratique, de premières tensions entre l'UE et Donald Trump sont apparues avant même sa prise de fonction, notamment concernant son soutien au Brexit qu'il a qualifié de « grande victoire », prédisant d'autres sorties de l'UE et critiquant l'instrumentalisation de celle-ci par l'Allemagne<sup>(49)</sup>. En outre, Trump malgré ses rencontres avec le Président de la Commission européenne, a d'abord privilégié les dialogues bilatéraux avec les États membres au détriment de la coopération avec l'UE. Avec une prédilection et une préférence affichée pour les dirigeants populistes et/ou nationalistes du Royaume-Uni, de Hongrie, de Pologne et d'Italie.

Au-delà du discours anti-Union européenne, la politique étrangère de Donald Trump vis-à-vis des institutions internationales a constitué une seconde remise en cause de la borne OIFR, et provoqué de nombreuses polémiques en

<sup>(46)</sup> M. VASQUEZ, « Trump calls the European Union a “foe” of the United States », *CNNPolitics* [en ligne], 15 juillet 2018 ; Parlorama, « Pour Trump, l'Europe croît aux dépens des États-Unis d'Amérique », *Parlorama* [en ligne], 28 juillet 2019.

<sup>(47)</sup> M. ARÈS et Ch. BERNARD, « De la rhétorique populiste au pragmatisme économique : La politique commerciale du président Trump », *Études internationales*, 2021, vol. 52, n°s 1-2, pp. 75-98 ; M. KANDEL, « La doctrine Trump », *op. cit.*

<sup>(48)</sup> A. DIMITROVA, *op. cit.* ; M. ARÈS et Ch. BERNARD, *op. cit.*

<sup>(49)</sup> E. MACASKILL, « Donald Trump arrives in UK and hails Brexit vote as “great victory” », *The Guardian* [en ligne], 24 juin 2016.

Europe. Dès sa prise de fonction, plusieurs décisions proclamant le revirement anti-multilatéraliste des États-Unis ont été validées, comme le retrait de ces derniers des accords de Paris sur le climat<sup>(50)</sup> et de l'UNESCO, voire également la suspension *sine die* des négociations du TTIP<sup>(51)</sup>. S'en sont suivies durant quatre années une série d'autres mesures similaires, comme la sortie des USA du conseil des droits de l'homme des Nations unies<sup>(52)</sup>, l'obstruction à la nomination de juges et du directeur général de l'OMC, entraînant de fait le blocage de l'institution<sup>(53)</sup>, la dénonciation de plusieurs traités de désarmement avec la Russie<sup>(54)</sup> (FNI, traité ciel ouvert), la fin de la participation des États-Unis à l'accord de Vienne sur le nucléaire iranien<sup>(55)</sup>, la réduction des contributions financières américaines à l'ONU, l'imposition de sanctions ciblées contre des responsables de la CPI<sup>(56)</sup>, ou encore la charge appuyée contre l'OMS, suivie de l'annonce d'une volonté de retrait des États-Unis de cette même organisation<sup>(57)</sup>. À cela il faut ajouter la dénonciation du sommet du G7 de juin 2018<sup>(58)</sup>, ainsi que plusieurs discours aux Nations unies ou en présence de ses homologues où Donald Trump s'est présenté comme le premier défenseur des élans nationalistes et souverainistes à l'international. Il a ainsi appelé le reste du monde à s'inspirer de ceux-ci au détriment du multilatéralisme<sup>(59)</sup>.

En réaction, les États européens et l'Union européenne ont entrepris, durant ces années, d'atténuer la portée des mesures américaines. D'une part, ils ont augmenté leurs propres contributions pour combler le vide que le retrait américain avait provoqué dans les organisations ne bénéficiant plus de leur soutien financier<sup>(60)</sup>. D'autre part, ils ont tenté de trouver des alternatives afin

<sup>(50)</sup> Italy, «U.S. Mission. Statement by President Trump on the Paris Climate Accord», in *U.S. Embassy & Consulates in Italy* [en ligne], 1<sup>er</sup> juin 2017.

<sup>(51)</sup> Euractiv, «Malmström: EU-US trade deal “frozen” after Trump vote», *www.euractiv.com* [en ligne], 11 novembre 2016.

<sup>(52)</sup> C. DWYER, «U.S. Announces Its Withdrawal From U.N. Human Rights Council», *NPR* [en ligne], 19 juin 2018.

<sup>(53)</sup> T. MILES, «U.S. blocks WTO judge reappointment as dispute settlement crisis looms», *Reuters* [en ligne], 27 août 2018.

<sup>(54)</sup> G. PARIS, «Donald Trump retire les États-Unis du traité sur le contrôle des armes Ciel ouvert», *Le Monde.fr* [en ligne], 21 mai 2020.

<sup>(55)</sup> M. LANDLER, «Trump Abandons Iran Nuclear Deal He Long Scorned», *The New York Times* [en ligne], 8 mai 2018.

<sup>(56)</sup> BBC News, «International Criminal Court officials sanctioned by US», *BBC News* [en ligne], 2 septembre 2020.

<sup>(57)</sup> S. DUJARRIC, «Note to Correspondents in answer to questions regarding the World Health Organization», in *United Nations Secretary-General* [en ligne], 7 juillet 2020.

<sup>(58)</sup> BBC News, «G7 summit ends in disarray as Trump abandons joint statement», *BBC News* [en ligne], 10 juin 2018.

<sup>(59)</sup> D. J. TRUMP, «Remarks to the United Nations General Assembly in New York City», in *The American Presidency Project* [en ligne], 24 septembre 2019.

<sup>(60)</sup> Partners in health, «Germany and France commit to increased support to WHO affirming the Organization's crucial role in global public health», in *World Health Organization* [en ligne], 29 juin 2020.

d'esquiver les sanctions ou décisions contraignantes américaines. Ce fut le cas, par exemple, pour la mise en place du mécanisme Instex par la France, l'Allemagne et le Royaume-Uni afin d'éluder les représailles américaines sur les groupes européens commerçant avec l'Iran<sup>(61)</sup>; ou pour la création d'une cour d'appel à l'OMC afin de contourner le blocage des nominations de juges par les États-Unis<sup>(62)</sup>.

En outre, l'Union européenne et les États européens ont réalisé des contre-discours aux déclarations anti-globalistes du Président<sup>(63)</sup> et ont cherché à renforcer leurs liens économiques et politiques avec des pays partageant toujours un attachement au multilatéralisme comme le Canada ou le Japon. Ils ont ainsi initié une «alliance informelle pour le multilatéralisme»<sup>(64)</sup>. Enfin, ils ont tenté de proposer une série de réformes de certaines organisations aux États-Unis afin de prendre en compte les remarques de ceux-ci<sup>(65)</sup>.

Donald Trump a ensuite remis en cause les bornes idéologiques et OIBR en s'en prenant au libre-échange<sup>(66)</sup>. Il a ainsi appliqué une approche économique agressive, mercantiliste et transactionnelle en Europe. En plus d'avoir mis fin *de facto* à l'accord transatlantique en matière de commerce et d'investissement (TTIP) par son élection et la non-reprise du processus de négociation, Donald Trump a entrepris de réduire les déficits commerciaux avec l'Europe et de s'attaquer à la concurrence déloyale, selon lui, des Européens et notamment des Allemands face aux compagnies américaines. Cela s'est concrétisé par l'instauration d'une augmentation importante des droits de douane sur l'acier (+ 25 %) et sur l'aluminium (+ 10 %), ciblant par-là l'Union européenne et la Chine. En outre ce fut également le cas pour les importations d'avions et de pièces détachées d'origine européenne (+ 15 %), ainsi que pour le fromage, le vin, le café, le whisky et les olives (+ 25 %) en provenance d'Europe<sup>(67)</sup>. Enfin, de nombreuses menaces ont été proférées quant à une potentielle augmentation

(61) «Déclaration conjointe sur la création d'INSTEX», in *France Diplomatie – Ministère de l'Europe et des Affaires étrangères* [en ligne], 31 janvier 2019.

(62) «Une procédure d'appel d'urgence à l'Organisation mondiale du commerce (OMC)», in *European Commission – European Commission* [en ligne], 27 mars 2020.

(63) N. GAQUETTE, «Macron rebukes Trump's isolationist message», *CNN* [en ligne], 26 septembre 2018.

(64) «L'Alliance pour le multilatéralisme», in *France Diplomatie – Ministère de l'Europe et des Affaires étrangères*.

(65) B. BASCHUK, «U.S. Rejects the EU's Trade Reform Proposal, Putting WTO at Risk», *Bloomberg.com* [en ligne], 12 décembre 2018.

(66) C. DEBLOCK, «Donald Trump fossoyeur de l'internationalisme américain», *Relations commerciales internationales: l'Union européenne et l'Amérique du Nord à l'heure de la Nouvelle Route de la soie*, Bruxelles, Bruylant, 2020, pp. 327-350; M. ARÈS et C. BERNARD, *op. cit.*

(67) Euronews, «Guerre commerciale UE-USA: les hostilités reprennent», *euronews* [en ligne], 3 octobre 2019; S. LEROY, «La guerre commerciale est relancée entre les États-Unis et l'UE», *L'Echo* [en ligne], 31 décembre 2020.

de 2 % à 25 % des droits de douane contre le secteur automobile européen en cas d'absence d'accord commercial final entre l'UE et les États-Unis<sup>(68)</sup>.

La riposte européenne s'est organisée elle aussi sous la forme d'une augmentation de certains droits de douane sur environ 4 milliards de dollars d'exportations américaines, notamment sur les produits en provenance d'États électeurs de Donald Trump. Elle a également pris pour décision d'imposer des quotas d'importation sur l'acier. Enfin, après des négociations, l'Union s'est engagée en juillet 2018 à accroître ses achats de soja au départ des États-Unis de 36 % à 72 % et ce, tout en cautionnant la volonté américaine de réformer l'OMC<sup>(69)</sup>. L'UE avait également prévu une série de répliques et de taxes sur des produits phares américains en cas d'augmentation des droits de douane sur le secteur automobile européen, cependant elles n'ont jamais été nécessaires<sup>(70)</sup>.

Au-delà du champ économique et commercial, la politique étrangère de Donald Trump a également remis en cause les marqueurs de promotion de la démocratie et des droits de l'homme présents dans la borne idéologique transatlantique. En effet, depuis 1945, tous les Présidents américains ont manifesté un certain attachement à ces valeurs et à leur défense, bien que leurs actions ne le reflétaient pas systématiquement. Ils avaient parallèlement fait preuve d'une forme de solidarité démocratique avec les États d'Europe. Par ailleurs, le principe directeur américain post-guerre froide était que l'extension des processus électoraux libres et des droits individuels dans le monde constituait un gage de stabilité et de prospérité global, confortant dès lors les intérêts sécuritaires et économiques américains<sup>(71)</sup>. Néanmoins, selon la doctrine Trump, ce processus montrait ses limites et il était vain pour celle-ci de vouloir aller combattre des monstres à l'extérieur du territoire national pour imposer des systèmes qui ne correspondaient pas aux populations ciblées. La priorité pour son administration était de réaliser une politique étrangère favorisant le développement interne, renforçant les intérêts américains et contribuant à la stabilité internationale, quitte à renoncer à l'extension de la démocratie et des droits de l'homme en promouvant des régimes à l'opposé de ceux-ci<sup>(72)</sup>. Ainsi, Trump a manifesté ouvertement son attrait pour des dirigeants autoritaires tels que Vladimir Poutine et Xi Jinping, tout comme il a soutenu un rapprochement avec des gouvernants comme Mohammed Ben Salmane malgré les critiques dont ces derniers

<sup>(68)</sup> Belga, « Davos : Trump menace de taxer à 25 % les voitures européennes en cas d'absence d'accord commercial », *RTBF* [en ligne], 22 janvier 2020.

<sup>(69)</sup> « Déclaration conjointe UE – États-Unis à la suite de la visite du Président Juncker à la Maison Blanche », in *European Commission – European Commission* [en ligne], 25 juillet 2018.

<sup>(70)</sup> E. BERRETTA, « Guerre commerciale avec les États-Unis : l'Europe prête à riposter », *Le Point* [en ligne], 19 février 2019.

<sup>(71)</sup> M. W. FOWLER, « A Brief Survey of Democracy Promotion in US Foreign Policy », *Democracy and Security*, 2015, vol. 11, n° 3, pp. 227-247.

<sup>(72)</sup> M. KANDEL, « La doctrine Trump », *op. cit.*

faisaient l'objet en Occident<sup>(73)</sup>. Finalement, la doctrine Trump a trouvé durant son mandat un écho parmi les nombreux populismes européens, en ont attesté les bonnes relations entretenues par celui-ci avec ses homologues dits illibéraux. Il a par ailleurs souvent indiqué son admiration pour ceux-ci<sup>(74)</sup>.

## V. TRUMP ET LES BORNES: UN PRÉSIDENT SANS PRÉCÉDENT ?

Comme développé ci-dessus, l'attaque des trois bornes par l'administration Trump de 2016 à 2020 a beaucoup heurté les Européens. Pourtant, nombreuses sont les actions de Donald Trump qui, prises individuellement, n'ont pas constitué des décisions sans précédent dans l'histoire récente américaine.

Si l'on part dans un premier temps sur les mesures ciblant la borne « ordre international fondé sur des règles (OIFR) », il faut d'abord prendre en compte que, qu'ils aient été démocrates ou républicains, tous les Présidents américains ont fait preuve d'unilatéralisme durant leurs mandats, tout en appelant les autres pays à adhérer aux règles internationales. Ainsi, Madeleine Albright, ancienne secrétaire d'État de Bill Clinton, a avancé dans les années 90 que la puissance américaine pouvait se permettre d'utiliser le multilatéralisme quand elle en avait la possibilité, mais qu'elle se devait d'être unilatéraliste là où les intérêts américains l'exigeaient<sup>(75)</sup>. En outre, la conformité aux règles des institutions intergouvernementales a toujours été promue à l'international, sans être pour autant scrupuleusement suivie par les USA, et ce depuis leurs édifications<sup>(76)</sup>.

En conséquence, si Donald Trump s'est montré très critique et conflictuel avec plusieurs organisations ou traités internationaux, cela n'a pas constitué une révolution pour autant. Par exemple, Donald Trump a sorti les USA de l'UNESCO en 2017, mais ceux-ci ont toujours fortement condamné les partis pris de cette institution et s'en sont déjà retirés en 1984 pendant près de deux décennies. Par ailleurs, en 2011 les États-Unis d'Obama ont suspendu pendant une courte période le financement américain de l'organisation<sup>(77)</sup>. Concernant le conseil des droits de l'homme, celui-ci a fait l'objet depuis sa création en 2006 de sévères critiques de la part des USA pour son impartialité ainsi que pour la présence d'État bafouant les idéaux même promus en son sein<sup>(78)</sup>. En

<sup>(73)</sup> BBC News, « Trump China visit: US leader strikes warmer tone with Xi Jinping », *BBC News* [en ligne], 9 novembre 2017; Agencies, « Donald Trump praises Mohammed bin Salman for doing “spectacular job” », *The Guardian* [en ligne], 29 juin 2019.

<sup>(74)</sup> G. PARIS, « À la Maison Blanche, Donald Trump vante l'action de Viktor Orban », *Le Monde.fr* [en ligne], 14 mai 2019.

<sup>(75)</sup> Cité dans J. VAISSE et P. HASSNER, *Washington et le monde. Dilemmes d'une superpuissance*, Paris, Éditions Autrement, 2003. p. 75.

<sup>(76)</sup> S. JANSEN, « Les États-Unis de Donald Trump », *op. cit.*

<sup>(77)</sup> S. CORNWELL, « U.S. halts UNESCO funding over Palestinian vote », *Reuters* [en ligne], 31 octobre 2011.

<sup>(78)</sup> W. HOGE, « U.S. Won't Seek a Seat on the U.N. Rights Council », *The New York Times* [en ligne], 7 avril 2006.



outre, Trump n'a pas été le premier dirigeant états-unien à retirer le pays de plusieurs accords internationaux et à avoir mis à mal la crédibilité et l'efficacité des institutions multilatérales. En effet, le dernier Président républicain avant lui, Georges W. Bush, a également sorti les États-Unis d'une série d'accords, notamment sur le climat<sup>(79)</sup> (Kyoto) en 2001, sur le contrôle des armements avec la Russie en 2001<sup>(80)</sup> (traité sur les missiles balistiques) et de la Cour pénale internationale en 2002<sup>(81)</sup>. Il ne faut par ailleurs pas oublier que l'invasion de l'Irak de 2003 s'est faite sans l'aval de l'ONU et a constitué un dangereux précédent ayant affaibli durablement la crédibilité de l'organisation<sup>(82)</sup>. Pour en revenir à Donald Trump, le retrait des USA du « Plan d'action global commun » sur l'Irak et l'application de mesures punitives contre les intérêts économiques européens en lien avec ce pays a beaucoup contrarié ces derniers. Pourtant, les sanctions extraterritoriales américaines contre les entreprises européennes ne sont pas nouvelles et celles appliquées dans le cas de l'Irak ont déjà été importantes entre 2010 et 2015<sup>(83)</sup>. Enfin, si Donald Trump a diminué le budget américain à destination de l'Organisation des Nations unies, celle-ci a déjà connu des périodes de sous-financement à cause des États-Unis. En effet, durant les années 90 et une partie des années 2000, les États-Unis ont accumulé d'importants retards de paiement dans leur contribution financière à l'ONU en raison de l'opposition récurrente du Congrès américain à allouer trop de ressources à cette institution<sup>(84)</sup>. On peut finalement indiquer que le scepticisme et le refus de se conformer à l'ordre international sont des traits fréquents des administrations américaines, notamment celles ayant un Président républicain.

Du point de vue des valeurs économiques et de l'adhésion à la libéralisation globale des échanges, il faut se rappeler que les États-Unis ont été pendant la majorité de leur histoire un État isolationniste et protectionniste. Si ceux-ci ont adopté depuis 1945 une posture plus internationaliste, ils ont cependant toujours activement défendu leurs secteurs sensibles comme l'agriculture, la manufacture et les groupes numériques en faisant fi de la libéralisation des échanges qu'ils ont pourtant promus<sup>(85)</sup>. L'opposition au libre-échange a par ailleurs été très présente dans la société américaine depuis la présidence Bush et elle s'est prolongée sous l'administration Obama malgré les discours des deux

<sup>(79)</sup> J. BORGER, « Bush kills global warming treaty », *The Guardian* [en ligne], 29 mars 2001.

<sup>(80)</sup> T. NEILAN, « Bush Pulls Out of ABM Treaty; Putin Calls Move a Mistake », *The New York Times* [en ligne], 13 décembre 2001.

<sup>(81)</sup> N. A. LEWIS, « U.S. Is Set to Renounce Its Role in Pact for World Tribunal », *The New York Times* [en ligne], 5 mai 2002.

<sup>(82)</sup> E. MACASKILL et J. BORGER, « Iraq war was illegal and breached UN charter, says Annan », *The Guardian* [en ligne], 16 septembre 2004.

<sup>(83)</sup> F. NICOLLAUD, « Un demi-siècle de relations entre l'Europe et l'Irak : une histoire sans fin », *Hérodote* [en ligne], 2018, vol. 169, n° 2, pp. 83-97.

<sup>(84)</sup> C. LYNCH, « Rising U.S. Debt to U.N. Spurs Fight Over Funds », *Washington Post* [en ligne], 9 août 2000.

<sup>(85)</sup> J.-B. VELUT, *op. cit.*

dirigeants en faveur de celui-ci<sup>(86)</sup>. Ainsi, des événements tels que la fin des négociations du partenariat transatlantique de commerce et d'investissement (TTIP) n'ont pas été sans précédent. Barack Obama lui-même a suspendu la signature d'un accord de libre-échange initié par son prédécesseur avec certains pays d'Amérique centrale et d'Asie en 2009 afin de le renégocier<sup>(87)</sup>. Des taxes sur les importations d'acier et d'aluminium ou sur l'aéronautique ont déjà été appliquées par le passé aux USA. Ronald Reagan, dans les années 80, a été le premier dirigeant états-unien post 1945 à avoir pris des mesures protectionnistes sur les importations<sup>(88)</sup>. Georges W. Bush a également, pendant presque deux ans, réalisé une augmentation de 30 % des droits de douane sur l'acier dans les années 2000<sup>(89)</sup>. Enfin, le conflit opposant l'UE et les États-Unis dans l'aéronautique était vieux de presque deux décennies<sup>(90)</sup>.

Concernant la borne idéologique, notamment le respect et la promotion des droits de l'homme et de la démocratie, si Trump n'a pas fait de ceux-ci une priorité, il n'a pas non plus fait l'objet de critique en Europe pour la torture ou pour les crimes de guerre de l'armée américaine en Afghanistan et en Irak, comme ce fut le cas pour Georges W. Bush<sup>(91)</sup>. Par ailleurs, contrairement à ce qui a été révélé sous l'administration Obama, il n'y a pas eu, sous Donald Trump, de scandale entourant un vaste réseau d'écoute et d'espionnage des citoyens américains et des proches dirigeants alliés<sup>(92)</sup>. Enfin, il ne faut pas oublier que les controverses sur les frappes de drones, et leurs dommages collatéraux, ont également débuté sous la direction d'Obama<sup>(93)</sup>.

Si Donald Trump a cherché à se rapprocher de régimes et de gouvernants autoritaires comme la Russie, l'Arabie saoudite et la Corée du nord, les accommodements américains avec des régimes similaires sont fréquents dans l'histoire des États-Unis. Nombre d'États autocratiques dans le monde ont perçu par le passé<sup>(94)</sup> et continuent de percevoir le soutien des USA. Concernant la Russie, Obama lui-même a tenté de réaliser une politique de « reset » des relations

<sup>(86)</sup> C. DEBLOCK, *op. cit.*

<sup>(87)</sup> B. APPELBAUM et J. STEINHAEUER, « Congress Ends 5-Year Standoff on Trade Deals in Rare Accord », *The New York Times* [en ligne], 12 octobre 2011.

<sup>(88)</sup> AP News, « President Extending Speciality Steel Import Quotas, Tariffs », *Ap. News* [en ligne], 17 juillet 1987.

<sup>(89)</sup> W. BRANIGIN, « Bush Administration Lifts Steel Tariffs », *Washington Post* [en ligne], 4 décembre 2003.

<sup>(90)</sup> BBC News, « US takes Airbus dispute to WTO », *BBC News* [en ligne], 6 octobre 2004.

<sup>(91)</sup> Le Monde, « Tortures en Irak : George W. Bush tente de minimiser les conséquences », *Le Monde.fr* [en ligne], 8 mai 2004.

<sup>(92)</sup> D. ROBERTS et P. LEWIS, « Obama left increasingly isolated as anger builds among key US allies », *The Guardian* [en ligne], 24 octobre 2013.

<sup>(93)</sup> M. BENJAMIN, « America dropped 26,171 bombs in 2016. What a bloody end to Obama's reign », *The Guardian* [en ligne], 9 janvier 2017.

<sup>(94)</sup> I. VAGNOUX, « Washington et les régimes militaires sud-américains (1964-1989). Des alliances encombrantes », *Vingtième Siècle. Revue d'histoire*, 2010, vol. 105, n° 1, pp. 17-32.

américano-russes avant de devoir faire machine arrière devant l'échec de cette politique et suite à l'annexion de la Crimée<sup>(95)</sup>.

Concernant la borne atlantique, si les propos virulents de Donald Trump vis-à-vis de l'alliance atlantique et sa réputation d'imprévisibilité ont beaucoup inquiété et tendu les échanges avec les alliés européens, sur le plan des décisions celles-ci sont restées mineures pendant l'essentiel de sa présidence. Si ce n'est le choix de retirer plusieurs divisions américaines d'Allemagne pour les redéployer en Belgique et en Italie, ces menaces n'ont été, en majorité, que de la rhétorique agressive. Donald Trump n'a pas été le premier dirigeant américain à critiquer le budget militaire des alliés en deçà des 2% du PIB, comme la déclaration du sommet du Pays de Galles de 2014 le prévoit. Par ailleurs, les politiques de recentrage des capacités militaires états-uniennes en Asie, de diminution de la présence permanente en Europe et de renforcement du flanc Est de celle-ci sont antérieures à sa présidence. En effet, depuis la fin de la guerre froide, les États-Unis ont entrepris de se redéployer hors Europe en raison des besoins décroissants de dissuasion sur le continent. Obama est celui qui a édicté en premier la stratégie du «pivot asiatique» en 2011, tout comme celle de l'«emprunte légère» visant à responsabiliser les alliés dans le cadre de leur propre défense<sup>(96)</sup>. Par ailleurs, jusqu'à la crise en Ukraine et en Crimée de 2014 qui l'a contraint à accroître la présence américaine en Pologne et dans les pays baltes, la doctrine Obama a tendu vers une diminution progressive des troupes américaines en Europe, notamment en Allemagne<sup>(97)</sup>. Enfin, les nouvelles logiques de déploiement d'unités opérationnelles plus petites et mobiles en Europe de l'Est à la place de grandes bases permanentes ont été formulées durant son administration<sup>(98)</sup>. Il ne faut pas non plus oublier les fortes tensions qui ont été observées au sein de l'OTAN suite à la confrontation des États-Unis de Bush avec la France et l'Allemagne concernant la nécessité d'envahir l'Irak en 2003<sup>(99)</sup>. Finalement, il est important de retenir que, tout comme pour le scepticisme vis-à-vis du multilatéralisme, le questionnement des alliances perpétuelles et contraignantes a toujours fait partie des mythes de la politique étrangère américaine<sup>(100)</sup>.

On peut donc affirmer au terme de cette section que, prises individuellement, les actions de Donald Trump n'ont pas révolutionné la politique exté-

<sup>(95)</sup> S. SHUSTER, «A Failed Russia “Reset” Haunts Obama in Europe», *Time* [en ligne], juin 2014.

<sup>(96)</sup> A. LANOSZKA et L. SIMÓN, «A Military Drawdown in Germany? US Force Posture in Europe from Trump to Biden», *The Washington Quarterly*, 2021, vol. 44, n° 1, pp. 199-218.; M. KANDEL, «Les États-Unis et l'Alliance atlantique», *op. cit.*

<sup>(97)</sup> S. ACKERMAN, «Pentagon to restore Obama's troop cuts in Europe to address Russian aggression», *The Guardian* [en ligne], 30 mars 2016.

<sup>(98)</sup> L. SIMÓN, «Understanding US Retrenchment in Europe», *Survival*, 2015, vol. 57, n° 2, pp. 157-172; A. LANOSZKA et L. SIMÓN, *op. cit.*

<sup>(99)</sup> J. TAGLIABUE, «French and German Leaders Jointly Oppose Iraqi War Moves», *The New York Times* [en ligne], 22 janvier 2003.

<sup>(100)</sup> «Washington's Farewell Address, 1796», in *Office of the Historian* [en ligne].

rière américaine. Il n'est pas le premier dirigeant des USA à remettre en cause les trois bornes (atlantique, idéologique, OIFR). Néanmoins, même si ces différentes contextualisations historiques permettent de nuancer certaines mesures, il faut tout de même prendre en compte le narratif idéologique qui a entouré celles-ci. Les décisions en elles-mêmes n'ont pas été exceptionnelles, mais l'administration Trump a été atypique pour l'Europe par la virulence de ses discours ou de ses tweets. Depuis 1945, et encore plus depuis 1989, les dirigeants américains et les États-Unis de manière générale se sont appuyés sur les trois bornes pour asseoir et maintenir le Hard et le Soft Power américain sur le vieux continent. Pourtant, avec son gouvernement, Donald Trump a questionné leur pertinence et a remis en cause le rôle, les buts et les moyens de la politique étrangère américaine<sup>(101)</sup>. La rupture se trouve donc dans le contenu du narratif idéologique mobilisé pour justifier la finalité de ses actions. En effet, pour reprendre l'exemple de l'administration Obama, bien qu'elle ait initié beaucoup de changements dans la politique extérieure des USA et qu'elle ait provoqué elle aussi des inquiétudes et frustrations en Europe, le contraste avec l'administration Trump est que la doctrine et le discours du gouvernement Obama ont été bien plus en phase avec ces trois socles<sup>(102)</sup>.

## VI. PROJECTION SÉVÈREMENT ENDOMMAGÉE DES ÉTATS-UNIS EN EUROPE

Cette section a pour ambition de donner un aperçu de l'impact qu'a eu la présidence Trump sur la représentation des États-Unis en Europe suite à l'attaque des trois bornes communes aux Européens et aux Américains (atlantique, idéologique, OIFR). L'objectif est ainsi de voir si la réaction des Européens a été inhabituelle par rapport à l'accoutumée et si la relation s'est montrée une nouvelle fois résiliente depuis le départ de Trump. L'ensemble des diagrammes ci-dessous sont des graphiques élaborés sur la base des données communiquées par le Pew-Research Center<sup>(103)</sup>, institut de recherche et de sondage américain. Les chiffres de ce centre ont été choisis car ils correspondent à une série d'enquêtes annuelles dans plusieurs pays qui mobilisent une méthodologie d'analyse identique et qui posent les mêmes questions aux personnes interrogées années après années. S'il convient de faire preuve d'une certaine prudence vis-à-vis de ces sondages car ce ne sont que des tentatives de reproduction de la réalité créant l'illusion qu'il existe une opinion publique, il n'en reste pas moins que ceux-ci sont utiles afin de dégager certaines tendances récentes de la relation transatlantique. En outre, la période d'étude de ceux-ci se limite aux deux dernières décennies et ils ne sont donc représentatifs que des variations de celles-ci. Il ne faut pas partir du principe que les conclusions à en tirer représentent une

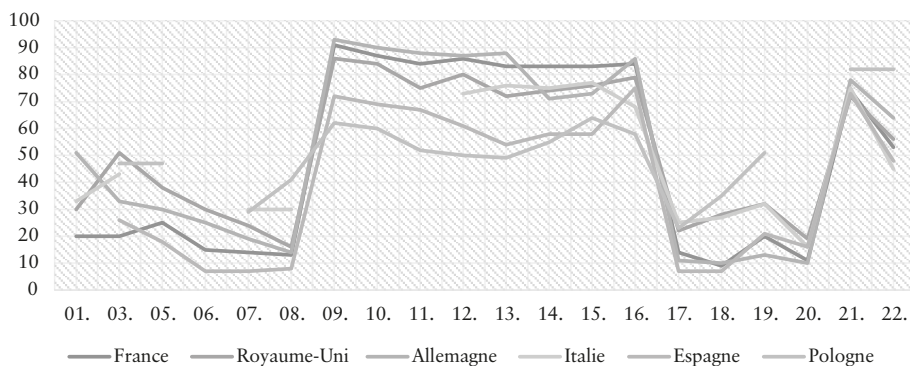
<sup>(101)</sup> M. KANDEL, « La doctrine Trump », *op. cit.*

<sup>(102)</sup> R. WIKE, « Why Europeans Turned Against Trump », *Pew Research Center's Global Attitudes Project* [en ligne], 29 mai 2018.

<sup>(103)</sup> <https://www.pewresearch.org>.

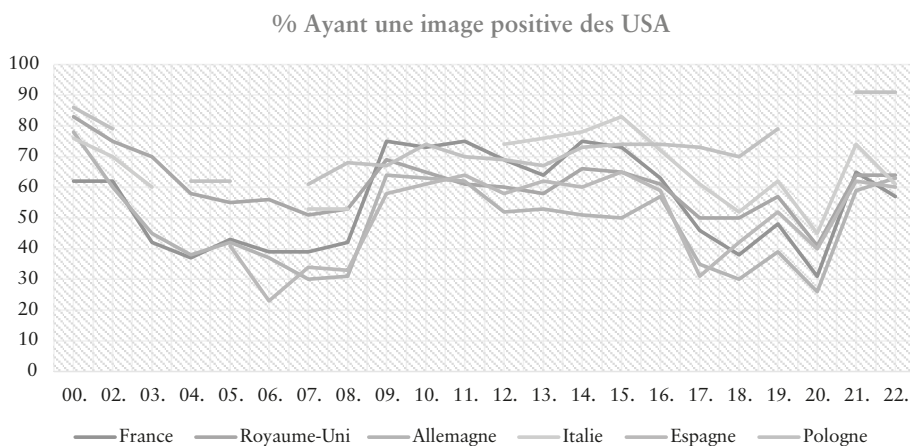
généralité historique. Parmi les renseignements apportés par le centre, seuls ont été retenus dans les diagrammes ceux des pays dont la mesure s'étend au minimum sur trois Présidents différents. Par ailleurs, les interruptions de l'une ou l'autre courbe sont dues à l'absence de données fournies par l'institut de recherche. L'axe vertical indique le pourcentage d'individu, l'axe horizontal indique les années.

% Faisant confiance au Président américain vis-à-vis des affaires internationales



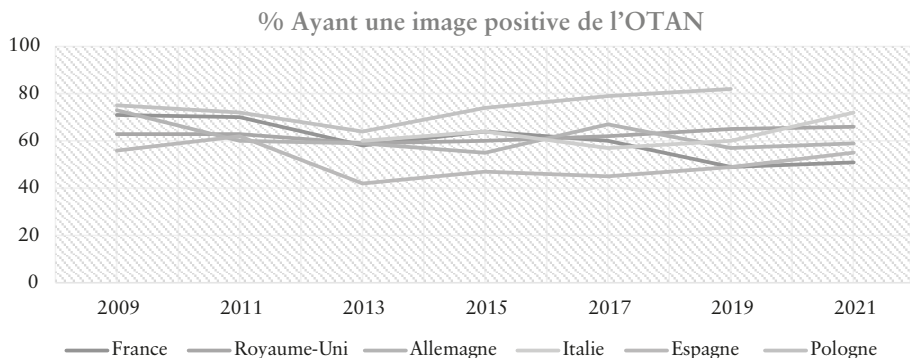
Le graphique n° 1 mesure la confiance que les populations de différents pays européens ont accordée aux Présidents américains pour la gestion des affaires internationales<sup>(104)</sup>. Il permet de constater plusieurs choses. D'abord, comme l'indique la forte disparité entre la confiance accordée à Obama-Biden et celle dispensée à Bush-Trump, il apparaît que l'ensemble des Européens, notamment les alliés traditionnels, sont majoritairement optimistes quant à la capacité des Présidents démocrates (Obama, 2009-2016 ; Biden 2021 –...) pour s'occuper des problèmes intervenant au niveau international. Tandis qu'ils sont beaucoup plus méfiants vis-à-vis des Présidents républicains (Bush, 2001-2008, Trump, 2017-2020) dans ces mêmes matières. On peut donc considérer que les Européens ont une présomption de confiance globalement positive par rapport aux dirigeants démocrates. Ainsi, malgré les polémiques et déceptions potentielles que ceux-ci ont pu entraîner en Europe, le taux de confiance accordé ne descend jamais aussi bas que celui des chefs d'État républicains. À l'inverse, ces derniers n'atteignent presque jamais le niveau de confiance donné à un démocrate et ce, peu importe les actions menées durant leurs mandats. On constate aussi que si les Européens ont montré une grande méfiance vis-à-vis de Donald Trump dans sa politique internationale, elle n'a pas été statistiquement si inhabituelle, ni beaucoup plus basse que celle qu'ils ont accordée à Georges W. Bush à la fin de sa législature.

<sup>(104)</sup> R. WIKE *et al.*, « International Attitudes Toward the U.S., NATO and Russia in a Time of Crisis », *Pew Research Center's Global Attitudes Project* [en ligne], 22 juin 2022.



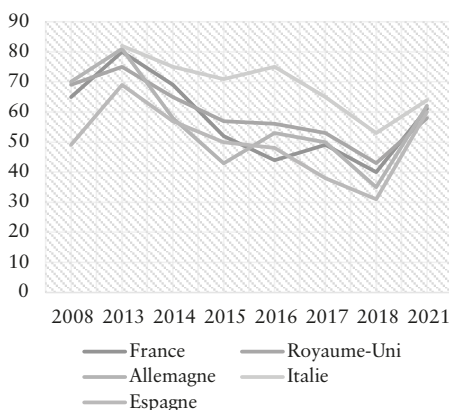
Le diagramme n° 2 représente l'évolution de l'image positive des États-Unis en Europe<sup>(105)</sup>. On constate ici une plus grande disparité entre les opinions européennes quant à la perception des États-Unis. Ainsi dans le cas de la France, de l'Allemagne et de l'Espagne, on peut remarquer une structure plus ou moins similaire à celle du graphique n° 1 relatif à la confiance accordée aux Présidents américains, indiquant dès lors que pour ces États, il y a une corrélation plus importante entre la popularité du dirigeant en charge et l'image globale qu'ils ont des USA. Par ailleurs, au sujet du Royaume-Uni, de l'Italie et de la Pologne, on remarque que l'opinion globale vis-à-vis des États-Unis est beaucoup plus stable dans le sens où elle connaît de moins grandes oscillations d'une année à l'autre comme c'est le cas pour le reste des pays. Le second fait singulier est de voir que malgré les quelques chutes dans l'image positive que les États-Unis ont projetée au fil des années, l'avis général en Europe par rapport à ceux-ci a d'ordinaire tendance à se montrer résilient et à toujours réaugmenter. Concernant la période 2016-2021, il est intéressant de constater de fortes variations des points de vue sur une très courte durée (diminution importante en 2017, croissance en 2019, nouvelle baisse en 2020 et nouvelle hausse en 2021). Ces variations semblent illustrer les différents chocs ou controverses que la Présidence Trump a provoqués sur quatre années, même si les tensions relatives à la politique interne des États-Unis, notamment en raison du « black live matter », sont susceptibles d'avoir également impacté l'image des USA en Europe du fait de la large couverture médiatique accordé aux événements politiques et sociaux se produisant dans ce pays. Dans tous les cas, la remontée générale de l'opinion favorable pour la période 2021-2022 indiquerait un renouveau dans la résilience de la relation.

<sup>(105)</sup> R. WIKE *et al.*, « International Attitudes Toward the U.S., NATO and Russia in a Time of Crisis », *Pew Research Center's Global Attitudes Project* [en ligne], 22 juin 2022.

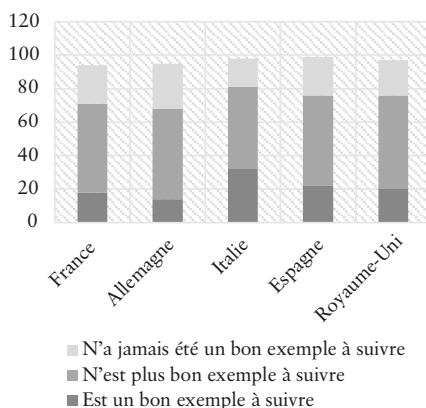


Le graphique n° 3 mesure la perception positive de l'OTAN parmi les pays européens<sup>(106)</sup>. Celui-ci révèle plusieurs choses. D'une part, l'image de l'organisation a tendance, à quelques exceptions près, à rester constante dans les États analysés, elle n'a donc subi sur dix années que très peu d'évolution. Par ailleurs, on constate que sur le mandat de Trump elle a peu varié. Pour la France et l'Allemagne, l'opinion favorable vis-à-vis de l'OTAN a diminué de 10% durant cette Présidence. Dans le cadre du Royaume-Uni, de l'Italie, de l'Espagne et de la Pologne, la vision positive de l'OTAN n'a fait que s'améliorer, on constate donc une certaine disparité européenne. On peut donc dire que l'administration Trump n'a pas eu d'effet considérable ni univoque sur la relation des Européens vis-à-vis de l'Alliance atlantique. Notons également que c'est surtout sur l'année 2013, durant la période du gouvernement Obama, que l'on a vu chez tous les Européens une diminution de la popularité de l'OTAN.

% Pensant que les États-Unis respectent les droits liés aux libertés individuelles



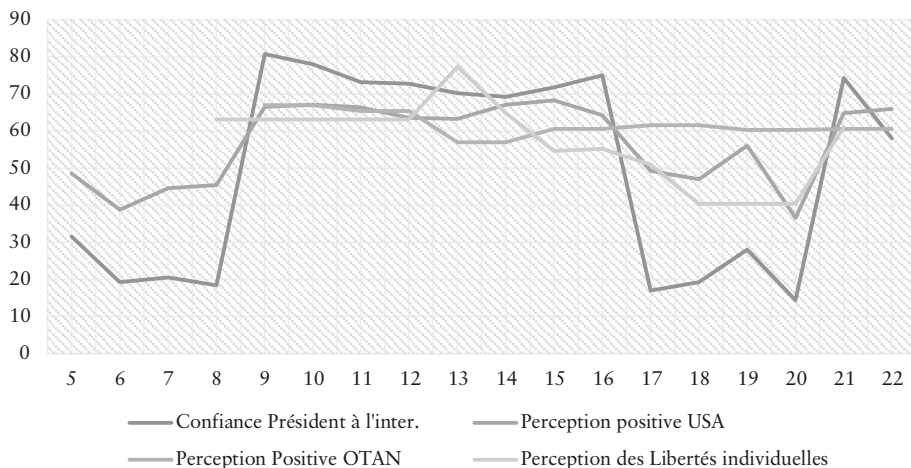
% Considérant que le modèle démocratique américain au printemps 2021



(106) R. WIKÉ *et al.*, « International Attitudes Toward the U.S., NATO and Russia in a Time of Crisis », *Pew Research Center's Global Attitudes Project* [en ligne], 22 juin 2022.

Le diagramme n° 4 mesure le sentiment de respect des droits liés aux libertés individuelles aux États-Unis par les Européens. Le diagramme n° 5 relève lui l'opinion de plusieurs États européens vis-à-vis du modèle démocratique américain au printemps 2021<sup>(107)</sup>. On peut constater sur ces graphiques, non seulement une impression générale d'affaiblissement des droits de l'homme aux États-Unis sous Donald Trump dans la conception qu'ont les Européens des USA, mais également que cette tendance était déjà perçue parmi ces pays depuis 2013. Il semble également qu'à la suite de sa présidence, les États-Unis ne sont plus majoritairement considérés comme un archétype sociétal et démocratique à suivre pour les groupes d'Européens consultés. Néanmoins, ces chiffres, pour être validés, devront être confirmés dans les années à venir afin de vérifier que le déclin de l'image des États-Unis dans ces domaines se montre continu.

### Moyenne des données des graphiques 1 à 4



Le graphique n° 6 représente une compilation de la moyenne des données des diagrammes n° 1, 2, 3 et 4. Il vient confirmer et renforcer ce que ces différents graphiques ont déjà permis de constater. D'une part, on remarque des éléments de concordance entre la confiance accordée au dirigeant américain et l'image positive des USA en Europe. En effet, lorsque la vision favorable d'un Président diminue ou augmente, cela a un effet sur l'opinion que les Européens ont des USA. Il faut cependant noter que l'image du chef de l'État est beaucoup plus variable sur le temps que la perception des USA. Ainsi, pour l'année 2016, 75% des sondés avaient un sentiment positif vis-à-vis du Président américain, mais ils n'étaient plus que 17% en 2017, alors que dans le cas de l'image

<sup>(107)</sup> R. WIKE *et al.*, « International Attitudes Toward the U.S., NATO and Russia in a Time of Crisis », *Pew Research Center's Global Attitudes Project* [en ligne], 22 juin 2022.



des États-Unis celle-ci était de 64% en 2016, et de 49% en 2017. Ensuite, le graphique permet de confirmer que le crédit accordé aux USA ou au Président américain n'a que peu ou pas d'impact sur la représentation favorable de l'OTAN en Europe. En outre, on remarque que si la perception en Europe de l'affaiblissement du respect des libertés individuelles aux États-Unis était une tendance constante depuis 2013, force est de constater que selon les Européens cette chute continuait sous Trump avant d'augmenter subitement suite à l'élection de Biden, et ce sans qu'aucune réforme d'envergure du système américain n'ait eu lieu. Cela vient donc confirmer que, dans ce cas-ci aussi, l'image du Président a un impact important sur la projection de l'Amérique en Europe.

## VII. CONCLUSION: L'AMÉRIQUE A-T-ELLE DÉPASSÉ LES BORNES ?

Au terme de cet article, un portrait de la relation transatlantique et de la politique étrangère de Donald Trump en Europe a été dressé. La question centrale de cette étude était de savoir si les actions de ce dirigeant ont bien représenté une rupture par leurs remises en cause des bornes communes de cette coopération, et si cette présidence a impacté durablement le caractère historiquement résilient de la relation entre les États-Unis et l'Europe. Pour cela, il a d'abord été défini que ces bornes sont au nombre de trois. La borne « atlantique » inclut toute la coopération sécuritaire et militaire américano-européenne. La borne « idéologique » représente les valeurs partagées entre l'Europe et les États-Unis comme la démocratie, l'État de droit, les droits de l'homme et la libéralisation des échanges. Et finalement, la borne « ordre international fondé sur des règles » (OIFR), comprend l'adhésion aux institutions intergouvernementales et aux traités multilatéraux.

L'analyse a démontré, dans un premier temps, que Donald Trump a bien pris des décisions allant à l'encontre de ces trois bornes, mais qu'il n'a pas réinventé la politique extérieure américaine en agissant de la sorte. Ainsi, la majorité de ses actions se sont inscrites dans la continuité de ce qui avait déjà été fait par ses homologues républicains et démocrates. On peut dès lors affirmer que les trois bornes ont été franchies à de nombreuses reprises par ceux-ci par le passé. Dans un deuxième temps, il a été établi que la popularité du chef d'État américain en Europe a eu un impact non négligeable sur l'image des États-Unis sur le vieux continent. En outre, sur les deux dernières décennies, l'analyse a mis en lumière que les Européens ont eu des *a priori* très négatifs vis-à-vis des Présidents américains républicains. Dès lors, lorsque le Président est impopulaire ou populaire, cela a un effet perceptible sur l'image américaine en Europe, que ce soit sur la projection globale des USA ou sur le sentiment de respect des valeurs telles que les droits de l'homme. La confiance accordée à l'OTAN est, elle, peu impactée par les Présidences américaines.

On pourrait donc, en se basant sur ces seules informations, partir du principe que les Européens ont amplifié la portée des décisions américaines en raison des *a priori* qu'ils portaient vis-à-vis d'un chef d'État américain républicain, controversé et imprévisible. Néanmoins, s'il est vrai que beaucoup d'éléments doivent être relativisés, il ne faut pas oublier deux points centraux : le narratif idéologique derrière les décisions américaines et la réaction européenne à celles-ci.

En effet, la rupture qu'a constitué la politique de Donald Trump s'est retrouvée dans l'intensité et la véhémence avec laquelle il a questionné ces trois bornes dans ses discours officiels ou sur les réseaux sociaux. Le pilier atlantique a déjà été critiqué par ses prédécesseurs, ces derniers s'étaient souvent plaints du manque d'investissement des États européens dans la défense commune et avaient déjà par le passé réduit la présence américaine en Europe, cependant aucun Président post-guerre froide avant Donald Trump n'avait encore contesté aussi publiquement l'intérêt de l'alliance, sa clause d'assistance mutuelle et mis au banc des ennemis de l'Amérique un pays ami comme l'Allemagne.

Par ailleurs, si Trump n'est pas le premier dirigeant américain à avoir voulu mettre fin aux déficits commerciaux de l'Amérique, à s'être rapproché de régimes autoritaires, ou à avoir eu un rapport deux poids deux mesures avec les droits de l'homme, ses liens étroits avec les gouvernements dits « illibéraux » et sa remise en question du principe de solidarité démocratique ont constitué une rupture avec la politique américaine voulant que le renforcement des démocraties dans le monde et la coopération entre elles, face aux enjeux globaux, coïncident avec les intérêts américains. L'administration Trump a au contraire mis sur un même pied d'égalité les pays amis et ennemis en ne percevant ceux-ci qu'à travers leurs rapports de coût-bénéfice dans la stratégie de développement interne américaine. Enfin, si Donald Trump n'est pas le premier dirigeant à désengager les États-Unis d'institutions internationales et à préférer ouvertement l'unilatéralisme et le bilatéralisme au multilatéralisme pour garantir les intérêts américains, aucun Président n'avait aussi vertement promu le nationalisme au détriment de l'ordre international basé sur des règles, ni n'avait accusé une autre puissance de se servir de cet ordre contre les USA. De même, s'il est avéré que les États-Unis et l'Union européenne n'ont pas la même vision de ce que le régionalisme doit être, les Américains ayant une conception beaucoup plus économique de celui-ci<sup>(108)</sup>, aucun Président n'avait encore contesté le bien-fondé de l'Union européenne. S'il y a donc bien eu un dépassement des bornes dans le chef de l'administration Trump, ce n'est pas tant dans ses actions, mais bien dans les intentions, doctrines et messages qu'il a porté et qui vont au-delà de ce que tout autre Président états-unien post-1945 avait réalisé.

Cette remise en question des bornes transatlantiques et du système de croyance des Européens vis-à-vis de leur relation avec les USA durant cette

(108) S. SANTANDER, *op. cit.*

présidence n'a pas été sans conséquence. L'image des États-Unis semble s'être redressée dans les premiers mois de l'administration Biden et s'être montré résiliente, mais il n'en reste pas moins que cette attaque en règle des trois bornes a incité les Européens à modifier leur comportement, jusqu'alors très passif et attentiste, pour afficher explicitement leurs divergences avec les États-Unis dans les dossiers où leurs intérêts entraient en rivalité avec ceux-ci. L'élection de Donald Trump et sa politique ont dès lors considérablement contribué à renforcer le débat sur l'autonomie européenne.

Il faut cependant encore attendre afin de pouvoir confirmer que cette situation a profondément endommagé les trois bornes sur la durée et si celles-ci se montreront toujours résilientes dans le temps, comme les sondages semblent l'indiquer. S'il est un fait que Joe Biden a manifesté un plus grand attachement aux trois bornes que son prédécesseur, et que l'agression russe contre l'Ukraine de 2022 a ressoudé Américains et Européens autour des bornes atlantiques et idéologiques, pour autant les Européens n'en ont pas oublié les années Trump et les incertitudes liées à celles-ci. En outre, les changements dans les actions américaines et européennes introduits par ou à cause de celui-ci sont restés effectifs dans les grandes lignes après son départ. La volonté de faire une politique étrangère américaine visant à renforcer le « Nation building at home » est toujours présente dans les objectifs de l'administration Biden et le désir d'autonomie stratégique des Européens vis-à-vis des Américains dans les domaines où ceux-ci sont en désaccord est resté constant. *In fine*, la manière dont les deux partenaires structureront officiellement leur coopération dans les années à venir, notamment après les élections présidentielles américaines de 2024, sera cruciale pour déterminer le futur et la résilience des trois bornes de la relation américano-européenne.